

IX

LA COMPTABILITE SOCIALE GENERALE COMME SYNTHESE IDEALE
DE PROCES DE PRODUCTION.

L'heure de travail, base du calcul de la production

Nous avons^v que, selon Hilferding, c'est le règne du capital qui, en effectuant la concentration de l'appareil social de production, réalise lui-même le cartel général. Si, de nouveau, nous citons le passage où il s'exprime à ce propos, c'est parce qu'il nous fournit la description la plus exemplaire d'une production sociale devenue unité organisée, telle que la préconise la doctrine social-démocrate ou communiste d'Etat, après la suppression de la propriété privée.

" Toute la production est consciemment réglée par une instance qui décide de l'étendue de la production dans toutes les sphères de la société. La fixation des prix devient alors purement nominale et n'a pas d'autre sens que la répartition de l'ensemble de la production entre les magnats du cartel, d'une part, et la masse de tous les autres membres de la société, d'autre part. Le prix n'est plus alors le résultat d'un rapport objectif qui emprisonne les hommes, mais seulement une manière de calculer la distribution des choses de personne à personne. L'argent ne joue dès lors plus aucun rôle. Il peut même disparaître, car il s'agit d'une répartition de choses, non de valeur. Avec l'anarchie de la production disparaît aussi le reflet pragmatique, l'objectivité de la valeur de la marchandise, disparaît donc l'argent. Le cartel répartit le produit. Les éléments concrets de la production ont été produits à nouveau et utilisés pour de nouvelles productions. Une partie de la nouvelle production est distribuée à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre partie revient au cartel qui peut l'utiliser comme bon lui semble. Nous avons affaire là à la société réglée consciemment, sous forme antagonique. Mais cet antagonisme est antagonisme de la répartition. La répartition elle-même est consciemment réglée et supprime, par là, la nécessité de l'argent. Le capital financier est, dans son accomplissement final, libéré du terrain sur lequel il est né. La circulation de l'argent est devenue inutile. L'incessante circulation de la monnaie a atteint son terme: la société réglementée, et le mouvement perpétuel de la circulation trouve enfin son repos!"

(R. Hilferding: le Capital financier op. cit. p 329

Traduction légèrement reprise d'après le texte allemand original)

Voici, en quelques traits, ébauchée la construction géniale d'une économie unifiée: production et reproduction sont liées entre elles par une organisation. Dirigée aujourd'hui par un consortium de magnats capitalistes? Soit, mais qu'est-ce qui empêche que, demain, elle passe sous la coupe de l'Etat? Soit, encore. Mais Hilferding ajoute quelque chose de plus: les catégories économiques du capitalisme, valeur, prix, argent, marché, sont supprimées par l'organisation de l'économie et perdent tout sens. Il ne précise pas cependant ce qui remplit maintenant leurs fonctions. Il dit bien que dans le "cartel général" ce sont les magnats du capital, qui, dominant le capital financier, dirigent et déterminent le cours de l'économie et qu'en régime socialiste, ce seront les commissaires d'Etat qui, munis "de tous les moyens fournis par une statistique organisée", rempliront le même rôle. Sur cette statistique elle-même qui doit se substituer à la valeur, aux prix, à l'argent et au marché, il est plus que discret. Bien qu'il ne se prononce pas clairement, Hilferding ne s'en rattache pas moins à l'école des économistes naturalistes, comme Neurath et Varga, etc. qui veulent déterminer le cours de la production et de la répartition à coup de statistiques de production et de consommation sans unité de mesure. Nous avons analysé la tournure que prendra un tel socialisme lorsque nous avons critiqué le "Bonheur Universel" de S. Faure.

Il est inutile de s'apesantir davantage sur l'impossibilité d'une telle économie. Nous nous contenterons donc de constater que, pas plus que les autres, le "cartel général" ne peut se passer d'une unité de mesure. Si Hilferding a réussi à montrer que, dans une économie organisée, l'argent disparaît, il s'en suit que seule l'heure de travail peut faire fonction d'unité de mesure. L'économie communiste doit s'appuyer sur la comptabilité en temps de travail, à l'exclusion de toute autre unité de mesure. Il faut donc que la société calcule "combien il lui faut de travail pour produire chaque objet d'usage!" (Engels: Anti-Dühring)

Un tel calcul est impossible à mener dans les bureaux d'une direction centralisée, ainsi que l'a montré suffisamment Kautsky. La comptabilité en temps de travail/ devra donc être effectuée par les organisations d'entreprises. Le calcul, ininterrompu, du temps de reproduction social moyen, que ce soit celui de produits palpables ou de services publics, constitue la base ^{sur laquelle} solide se construit toute la vie économique, ébauchée, dirigée et gérée par les producteurs-consommateurs eux-mêmes.

La rigoureuse mise en application de la catégorie du temps de reproduction social moyen qui, comme nous l'avons montré plus haut, se situe entièrement sur le terrain de l'économie marxienne, a pour conséquence d'unir organiquement toute la vie économique. L'organisme économique se présente comme un appareil dans lequel toutes les tendances antagoniques de la produc-

tion marchande capitaliste ont été supprimées, comme un appareil servant à tous les hommes dans leur lutte contre la nature. A l'intérieur de cet appareil, le flot des produits se déplace en fonction de la loi du mouvement des équivalents de travail: "Une quantité de travail sous une forme donnée, s'échange contre la même quantité de travail sous une autre forme". Lorsqu'il arrive au bout de la chaîne de production le produit fini est livré aux consommateurs et il a alors coûté le temps de production total, évalué "depuis ses premiers débuts".

Les opérations de comptabilité nécessaires au contrôle du flot des produits ne vont pas encore au delà de la comptabilité d'entreprises ou de "guildes"; elles portent, pour l'essentiel, sur ce qui entre et sort, sur ce qui passe à travers les entreprises. Pour les effectuer, il est nécessaire de connaître parfaitement les procès de production des différentes entreprises: c'est cette connaissance qui fournit précisément les éléments nécessaires à la comptabilité du débit et du crédit. Mais, une fois que les techniciens ont déterminé les temps de production, il ne reste plus aux comptables que la fonction ^{d'enregistrer} Y debit et . . . crédit.

La manière dont les entreprises "comptabiliseront" leur débit et leur crédit mutuel, est déjà esquissée dans le capitalisme, dans les opérations simples de virement sur une banque ou un compte. A propos de ce type de "comptabilisation" en économie communiste, Leichter écrit:

" Tout ce qui sera matériellement nécessaire pour la production, tous les produits semi-finis, toutes les matières premières ou auxiliaires, qui doivent provenir d'autres lieux de production, seront, bien sûr, portés au débit de l'entreprise intéressée. Quant à savoir si le règlement s'effectuera au comptant en heures de travail, ou par des hypothèques comptabilisées c'est-à-dire à une circulation " sans argent-comptant", voilà une question que la pratique résoudra."

(Leichter: op. cit., p.68.)

Le rôle de la pratique sera effectivement capital. Mais, du point de vue des principes, il est fondamentalement erroné de recourir à un "paiement comptant en heures de travail". Tout d'abord parce qu'un tel paiement ne rime à rien et ensuite parce que tout paiement comptant générerait considérablement le contrôle de la production.

L'utilisation de bons de travail, d'argent-travail, pour assurer la circulation des produits entre entreprises est tout à fait superflue. Quand une entreprise livre son produit fini, elle a tout simplement ajouté (f+c)+t heures de travail à la chaîne des travaux parcellaires de la société. Mais ces heures doivent être immédiatement restituées à l'entreprise sous forme de nouveaux f, c et t pour qu'elle puisse commencer la nouvelle période de travail. Une telle réglementation de la production ne nécessite donc qu'un

simple enregistrement du flot des produits, de la manière dont il circule dans l'ensemble des entreprises de la société. Le seul rôle des bons de travail (argent-travail) c'est de servir de moyen pour assurer la consommation individuelle, dans toute sa diversité, en fonction du temps de travail. Une partie de ce qu'a fourni le travail est absorbée d'emblée, quotidiennement, par la répartition socialisée; le montant des bons de travail (argent-travail) restant à la disposition des consommateurs ne peut, en effet, excéder le temps de production des biens de consommation individuelle. Nous avons déjà signalé que la quantité de ces bons de travail irait s'amenuisant au fur et à mesure que se socialiserait davantage la répartition et qu'elle tendrait vers zéro.

La détermination du facteur de consommation individuelle relève de la comptabilité sociale au vrai sens du terme. D'un côté il y a la somme des heures de travail directement dépensées dans les entreprises productives (T), qui sont portées au crédit de la société. Ce chiffre se retrouve immédiatement dans les colonnes de la comptabilité sociale générale. De l'autre côté, il y a F_p , C_p , T_p qui s'inscrivent au débit de la société. La société, par conséquent, établit sa comptabilité générale à partir de ce qui est produit et consommé.

Ainsi se réalise cette remarque de Marx:

"La comptabilité, contrôle et synthèse idéale du processus, devient d'autant plus nécessaire que la production s'effectue davantage sur une échelle sociale et perd son caractère purement individuel; donc plus nécessaire dans la production capitaliste que dans celle, dissimulée, des artisans et des paysans, plus nécessaire dans la production communautaire que dans la production capitaliste!"

(K. Marx, op. cit. p. 573.)

Cette comptabilité n'est que de la comptabilité, rien de plus. Il est vrai qu'elle est le point central vers lequel convergent tous les rayons du processus économique, mais elle n'a aucun pouvoir sur l'appareil économique. La comptabilité sociale générale n'est elle-même qu'une organisation d'entreprise du type T.S.G ou "public", dont l'une des fonctions est de régler la consommation individuelle par le facteur de consommation individuelle. Elle n'a aucune possibilité de diriger ou de gérer l'appareil de production et ne possède aucun droit de disposition de celui-ci. Ces fonctions sont exclusivement entre les mains des producteurs-consommateurs. "L'organisation d'entreprise de la comptabilité sociale générale" a son mot à dire dans une seule et unique entreprise: la sienne. Mais ce fait ne résulte pas de tel ou tel décret et ne dépend pas non plus de la bonne volonté des employés des bureaux de comptabilité: il est déterminé par le cours de la production lui-même. Il en est ainsi parce que chaque entreprise, chaque "guilde" se reproduit elle-même, parce que les travailleurs ont par leur travail déterminé du même coup leur rapport au produit social.

X.

LA COMPTABILITE SOCIALE GENERALE, EN TANT
QUE CONTROLE DU PROCES ECONOMIQUE.

Le contrôle personnel.

Les fonctions de la comptabilité sociale générale que nous avons citées jusqu'à présent se rapportaient à l'enregistrement du flot des produits, à la détermination du F.C.I., à la délivrance de bons de travail. A présent nous y ajoutons également le contrôle sur la production et la répartition.

Il est clair que la forme de ce contrôle dépend étroitement des fondements de l'économie. Dans le communisme d'Etat, où toute la vie économique est réglée par des personnes d'après les mesures des statistiques, ce contrôle apparaît comme une fonction personnelle. Dans l'Association des producteurs libres et égaux, où toute la production est basée sur la comptabilité du temps de travail et où la répartition de tous les produits est déterminée par la production matérielle elle-même, ce contrôle reçoit une forme exacte. Il tient compte de tous les éléments indépendants de la production, de la reproduction, de l'accumulation et s'effectue, dans un certain sens automatiquement.

Varga raconte dans son livre : "les problèmes économique-politiques de la dictature du prolétariat" comment s'effectue ce contrôle sous le communisme d'Etat :

"Le contrôle de la direction des entreprises et celui de la gestion des biens de l'Etat est une fonction qui revient au pouvoir organisationnel central. Il s'agit là d'un problème qui occasionna à la Russie énormément de difficultés...

L'usage sans scrupules des biens de l'Etat, de la fortune expropriée de la bourgeoisie s'explique avant tout par la tendance capitaliste à la cupidité, dont est empreinte toute la société. La morale de celle-ci a de surcroît été fortement sapée par une guerre interminable. Mais à ceci il faut également ajouter une certaine imprécision quant aux nouveaux rapports de propriété. Les prolétaires qui

gèrent les entreprises expropriées n'ont que trop facilement tendance à croire que ces entreprises sont leur propriété et non celle de toute la société. Il est de ce fait particulièrement important de mettre en place un contrôle efficace, car celui ci est en même temps un excellent moyen d'éducation...

Le problème du contrôle a été fort bien résolu en Hongrie. (les italiques sont de Varga) On augmenta grâce à l'enseignement dispensé par les avocats et les instituteurs, les rangs des contrôleurs qui étaient auparavant au service des capitalistes - et on les regroupa, en tant que fonctionnaires de l'Etat, dans une section particulière du Conseil économique national. La section était divisée en groupes professionnels, de sorte que les mêmes contrôleurs contrôlaient en permanences les entreprises des mêmes branches industrielles. Ce contrôle ne s'étendait pas seulement aux émoluments en argent ou en matériel, mais également à la bonne utilisation des forces de travail, à l'examen des causes des mauvais rendements ou des résultats désavantageux en général. Le contrôleur contrôlait à intervalles réguliers, sur place, l'entreprise et sa comptabilité et rédigeait un rapport qui ne dévoilait pas seulement les erreurs, mais qui contenait également des propositions de réformes. Les contrôleurs n'avaient eux mêmes aucun droit de disposition sur les entreprises qu'ils contrôlaient ; ils soumettaient seulement leur rapport aux autorités organisatrices compétentes. Il s'établit rapidement une coopération entre le contrôleur, le commissaire de la production et le conseil d'entreprise. Les conseils du contrôleur furent souvent suivis spontanément. Aussi publia-t-on une revue : "le journal des contrôleurs" qui fut envoyée à toutes les entreprises expropriées et qui contribua beaucoup à éclaircir parmi les travailleurs les problèmes organisationnels de la direction des entreprises. Le contrôle systématique ne s'étendait pas seulement aux entreprises, mais également aux faits et gestes de tous les commissaires du peuple.³ (p. 67/68)

Ce que Varga appelle ici "contrôle de la production" est l'assemblage de deux choses^{ou} différentes. L'une se rapporte au contrôle considéré sous l'angle de la comptabilité - au contrôle des livres de compte.

C'est une question de débit et de crédit. Le contrôle technique a quant à lui une fonction toute différente; il veille à la rationalisation de plus en plus poussée de la production, essaie de faire atteindre à l'entreprise son maximum d'efficience.

Chez Varga ces deux fonctions essentiellement différentes sont réunies en un seul organe de contrôle; pour une économie communiste, il s'agit là d'une erreur fondamentale. Dans la République hongroise des Conseils que décrit Varga, ce sont donc les mesures de rationalisation couplées à la consolidation comptable des résultats de ces mêmes mesures, qui constituent le contrôle sur la production. Le système des cartes de contrôle, les horloges de pointage, la taylorisation et le travail à la chaîne qui mène à cette rationalisation, qui est en même temps contrôle; - mais il s'agit d'un contrôle exercé par un pouvoir hiérarchique sur un travail que celui-ci met à son service. Contrôler la production signifie ici veiller à ce que le travail des producteurs soit assez rentable, à ce qu'ils rapportent assez de bénéfices à la direction centrale de l'économie. Ce contrôle porte le caractère de la domination sur les producteurs.

Le contrôle matériel.

Le contrôle de la production dans la société des producteurs libres et égaux est fondamentalement différent. Ceux-ci feront également appel au mesurage des différentes activités du travail et à la mécanisation du procès de travail, (travail à la chaîne, etc.), mais il s'agira alors de mesures techniques, dont le but sera de rechercher et d'appliquer les meilleures méthodes de travail, voulues et mises en pratique par les travailleurs des entreprises concernées eux-mêmes. Ces mesures ne sont pas dictées, sous la menace du fouet, par un pouvoir central avide de bénéfices, mais par le propre intérêt des producteurs. Ceux-ci, en même temps qu'ils intensifient leur propre productivité, accroissent le stock total des biens consommables de la société, sur lequel tous les travailleurs ont un droit égal. Et ce n'est qu'ici que commence la tâche du contrôle social sur la production. La comptabilité sociale; qui est le service où est comptabilisé tout ce qui entre dans les différentes entreprises et tout ce qui en sort, doit veiller à ce que le flot de ces entrées et de ces sorties reste en accord avec le taux de productivité fixé pour chaque entreprise. Comme il ne peut plus y avoir de "secret commercial" dans le communisme, et comme par

conséquent, l'état de la production dans les différentes entreprises fait l'objet de publications ouvertes de la part de la comptabilité sociale générale, la question du contrôle est résolue. Elle n'est plus un problème.

Une autre question est de savoir quelles seront les organisations qui interviendront, en cas d'écart ou de manquement à la règle, et quelles seront les mesures qu'il faudra prendre dans ce cas. Il s'agit d'une question technique et organisationnelle.

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION DANS LA SOCIETE DES PRODUCTEURS LIBRES ET EGAUX N'EST DONC PAS EFFECTUE PAR DES PERSONNES OU DES INSTANCES; IL SE FAIT GRACE A L'ENREGISTREMENT PUBLIC DU COURS MATERIEL DE LA PRODUCTION, C'EST A DIRE, LA PRODUCTION EST CONTROLEE PAR LA PRODUCTION.

Al'aide d'un schéma, essayons de suivre les formes de ce contrôle comptable. Considérons tout d'abord la production en fonction du temps social moyen de production. Nous avons vu que celui-ci résultait de la moyenne productive, de la coopération horizontale des entreprises de même nature. Numérotons les entreprises faisant partie d'un "cartel productif" en entreprise 1, 2, 3... n; désignons le total par la lettre t. Nous obtiendrons alors pour la productivité totale :

Entreprise 1... $(f_1 + C_1) + t_1 = X_1$ kg de produit

Entreprise 2... $(f_2 + C_2) + t_2 = X_2$ kg de produit

Entreprise 3... $(f_3 + C_3) + t_3 = X_3$ kg de produit

Entreprise 4... $(f_4 + C_4) + t_4 = X_4$ kg de produit

Productivité totale $(F_t + C_t) + T_t = X_t$ kg de produit

Le temps social moyen par kilo de produit sera alors :

$$\text{t.s.m. de production} = \frac{(F_t + C_t) + T_t}{X_t \text{ kg de produit}}$$

Même si une entreprise fabrique diverses sortes de produits, on peut procéder à ce calcul, grâce à la comptabilité du "prix de revient individuel" des produits. Le temps social moyen ^{de production} constitue l'unité de la productivité. On détermine le facteur de productivité pour chaque entreprise à partir de l'écart de sa productivité par rapport au temps productif moyen (voir chapitre IV). en partant de la formule précédente, on peut obtenir de nombreuses données telle par exemple l'usure sociale moyenne en F, C, et T, ce qui nous fournit déjà un certain

nombre d'indications quant à la rationalité des divers facteurs de production. Pour cela, le cartel de production n'a donc nul besoin de contrôleurs, parce que les facteurs de production à examiner sont du domaine des producteurs eux-mêmes. Dans la coopérative de production, le temps social moyen de production tient seul le rôle de contrôleur.

On peut se demander à présent, dans quelle mesure les producteurs peuvent perdre, lors de la constitution d'une coopérative de production, leur droit de disposition sur l'appareil de production, si une direction de cartel centrale ne risque pas de confisquer à son profit tout le pouvoir sur la production. Il faut, sans aucun doute compter, avec un tel risque. Il subsistera en effet provisoirement une forte tendance, issue du mode de production capitaliste, à remettre le pouvoir de disposition sur l'appareil de production entre les mains d'une centrale. Dans la coopérative de production on tentera de ce fait très certainement, par exemple de confier à une direction centrale le droit d'utilisation du fonds d'accumulation. Si on en arrive effectivement là, les différentes organisations d'entreprise n'auront plus rien à dire. Il est également possible que l'on essaye de mettre en place une direction de cartel centrale, qui aurait pour tâche de répartir dans les entreprises associées les commandes qui leur sont adressées et qui obtiendrait également le droit de disposer du produit total. Les organisations d'entreprise ne seraient plus alors que les organes exécutifs de la direction centrale; leur rôle consisterait ^{uniquement} à tenir la comptabilité de l'entreprise. Dans quelle mesure les producteurs pourront-ils échapper à de tels risques? La réponse à cette question dépend de leur discernement et de leur force. Il sera sans aucun doute impossible d'éviter une lutte contre de telles tendances. Direction et gestion autonomes, voilà quelle est l'exigence impérieuse de laquelle les producteurs, au mépris de toutes les belles phrases, ne devront pas se laisser distraire.

L'entreprise apparaît comme une unité autonome, qui établit elle-même ses relations avec les autres entreprises et les coopératives de consommation. Les producteurs sont alors pleinement responsables. Les énergies et les initiatives des masses auront alors le champ libre. La jonction horizontale des entreprises n'est, dans un premier stade, qu'une question de comptabilité, afin que l'on puisse déterminer le temps social moyen de production et, lié à celui-ci, le degré de productivité des différentes entreprises. Il est clair qu'on ne peut ni ne doit en rester là, mais qu'il faut également en arriver à une collaboration

technique réciproque. Mais celle-ci devra rester subordonnée à l'exigence capitale du maintien d'une direction autonome. La situation sera telle alors, que nous pouvons dire avec Leichter : "À première vue, on supposera que chaque bien de production est assez indépendant; mais si on y regarde de plus près, on apercevra très nettement le cordon qui relie chaque entreprise au reste de l'économie. "Ce grand cordon qui relie chaque entreprise au reste de l'économie, est la formule de production et de reproduction. Celle-ci place toutes les entreprises sur le même terrain; la production déterminée par la reproduction constitue leur base commune.

Le contrôle par l'enregistrement du flot des produits.

Retournons à présent au contrôle social de la production. La révolution sociale abolit la propriété privée des moyens de productions; ceux-ci deviennent propriété collective. Le rapport juridique qui s'établit entre les organisations d'entreprises et la société confie à celle-ci la gestion des moyens de production. Les organisations d'entreprises dressent par conséquent leur inventaire, et indiquent, ce faisant, comment elles utilisent les moyens de production. C'est-à-dire, elles déposent auprès de la comptabilité sociale un budget de production sous la forme $(f + c) + t = X \text{kg}$ de produit. A partir de la somme des budgets de production il est alors possible de réaliser l'exigence marxienne de la comptabilité : "Son inventaire (celui de la société) contient le détail des objets utiles qu'elle possède, des différents modes de travail exigés par leur production et enfin du temps de travail que lui coûtent en moyenne des quantités déterminées de ces divers produits."

L'inventaire social résulte donc de la somme des différents budgets de production; mais celui-ci place en même temps les organisations d'entreprises sous contrôle social. La production des entreprises est un procès circulant. D'un côté il entre dans les entreprises des produits (également sous forme de force de travail) de l'autre il en sort sous une forme nouvelle. Chaque virement de marchandises est enregistré par la comptabilité sociale générale, ce qui permet d'avoir à chaque instant une vue d'ensemble sur le débit et le crédit de l'entreprise. Tout ce que l'entreprise use sous forme de moyens de production, de matières premières ou de bons de travail apparaît dans son débit; ce qu'elle a donné à la société est porté à son crédit. Le débit et le crédit sont

un flot circulant et doivent se couvrir mutuellement ; à partir de là ^{X.7.} on peut voir à tout moment si et dans quelle mesure la production la production se déroule dans les normes fixées.

Si dans une entreprise on assiste à la formation d'un excédent anormal , la comptabilité sociale est en mesure de fournir immédiatement un rapport aux services compétents (peut-être à une commission de ce rtel). Il est impossible que l'excédent soit dû à une ~~sur~~^{SUR}élévation de la part de l'entreprise, du temps social moyen de production, lors de la livraison du produit; car ce temps a été rendu public. Il doit donc s'agir d'une erreur dont l'origine est à chercher dans le budget de production. L'usure en f, c, ou t a donc été moins élevée que ne l'estimait le budget de production. S'il s'avère que c'est bien là la source de l'erreur, cela signifiera que l'entreprise était plus productive qu'on ne l'estimait; et l'on procèdera à une révision de son facteur de productivité.

Le contraire peut également se produire. Si la comptabilité sociale constate qu'une entreprise est déficitaire, cela entraînera, de la même manière, une nouvelle estimation du facteur de productivité ainsi que des différents éléments entrant dans la production, f, c, ou t , Il est également possible que l'intensité moyenne du travail soit restée en dessous du taux normal, ou que la direction de l'entreprise ait fait preuve d'incapacité. IL est possible en grande partie d'évaluer l'étendue de pareilles infractions contre la société, à l'aide de la formule :
$$\frac{(ft + ct) + tt}{X t}$$
, comparée à la compzbilité

de l'entreprise, . S'il y a effectivement négligence de la production, il y aura lieu de sanctionner l'organisation d'entreprise, selon la juridiction sociale en cours.

Ce contrôle comptable simple, qui découle automatiquement du procès de production, permet encore de faire intervenir un autre facteur de contrôle, qui lui, est impitoyable - le procès de reproduction. Si une collectivité productiva sous-évalué son temps social moyen de production, les entreprises surproductives pourront sans doute se reproduire, mais elles ne seront pas en mesure de couvrir les déficits des entreprises sous-productives. Celles ci ne pourront donc pas se reproduire et la société devra leur venir en aide, en puisant dans le fonds pris sur le budget du T.S.G., cependant qu'à partir des nouvelles données résultant de cet examen, on procèdera

de c? La résolution de ce problème n'est cependant pas de notre ressort, parce qu'elle relève de techniques de comptabilité particulières. La difficulté serait déjà résolue partiellement, si en règle générale on mentionnait lors de chaque livraison, sur le chèque de virement si les produits sont destinés à f ou à c, tout comme actuellement déjà on a coutume d'indiquer pour les virements en argent ce qui les motive.

Mais ceci est l'affaire de "l'organisation d'entreprise de comptabilité sociale", non la nôtre. Il nous suffit, quant à nous, que les termes de la formule de production trouvent facilement leur enregistrement et que chacun d'entre eux puisse ainsi être examiné et jugé séparément. Le terme c ne doit par conséquent pas déborder du cadre du budget de production et être en rapport exact avec t et le produit fabriqué. Une mauvaise utilisation des matières premières peut donc être décelée non seulement par la gilde, mais également par la comptabilité sociale.

Si nous considérons le terme f, nous nous heurtons encore à une autre difficulté. Les machines, les bâtiments, etc; ne sont absorbés par le produit qu'après 10 ou 20 ans; durant tout ce temps des réparations sont nécessaires pour les maintenir en état de fonctionner. S'ils sont usés en moyenne après 10 ans, il faudra alors retenir annuellement $1/10$ de leur temps de production, que l'on comptera dans la formule $(f + c) + t$. Lorsque le produit fabriqué a été livré, t et c entrent à nouveau ^{entièrement} dans la production. Mais f reste au crédit de l'entreprise. Après 10 ans les moyens de production fixes seront entièrement amortis et pourront alors être renouvelés.

A première vue, il pourrait sembler que le contrôle sur t ne soit possible qu'après 10 ans, que ce n'est qu'alors qu'il apparaîtra, si f a été évalué ou sous-évalué. Mais ce n'est ~~pas~~ là qu'une apparence. En fait, si l'on suit le cours réel de la production, on s'aperçoit que les différentes machines etc, ont un temps d'usure qui diffère de l'une à l'autre et que leurs dates de mise en service ne coïncident pas. ON remplace par conséquent chaque année des moyens de production usagés par des moyens de production neufs. De ce fait, il n'y a pas seulement t et c qui circulent à travers les entreprises, mais également f, même si c'est à un rythme plus lent. Aussi celles-ci seront elles obligées d'utiliser chaque année, à peu de choses près le montant de ce qu'elles auront déduit pour f.

Examinons à présent brièvement le caractère du contrôle social. On remarque que la production des entreprises productives se contrôle -même dans différents sens. En premier lieu, il apparaît immédiatement si le budget de production $(f + c) + t$, a été dans ses lignes générales, correctement évalué et si tous les termes s'inscrivent dans le cadre du budget. Le contrôle s'exerce ensuite sur la quantité de produit fabriqué: pratiquement, il s'agit d'un contrôle du temps de production moyen de l'entreprise, du temps de production moyen de la société et, par là, également des facteurs de productivité.

Tout le procès de contrôle se ramène donc à un contrôle sur la formule de production en général, grâce aux différents virements de marchandises et à l'inventaire des bons de travail, donc grâce à la production matérielle. C'est le produit fabriqué, le résultat de la production matérielle, qui place sous contrôle social la moyenne productive de l'entreprise, la moyenne sociale et la productivité indiquée dans le budget. Ensuite ce sont les virements de marchandises et l'inventaire des bons de travail, donc le procès matériel de production, qui exercent un contrôle séparé sur chacun des termes de la formule $(f + c) + t$. Et finalement il y a le contrôle, de vérification du procès de reproduction, de la production matérielle en tant que totalité.

Si le temps social moyen a été sous-évalué, la coopérative de coopération en tant qu'unité comptable ne pourra pas se reproduire; s'il a été surévalué, il apparaîtra des excédents qui ne seront pas absorbés par la production.

LE CONTROLE SOCIAL DU TRAVAIL SOCIAL GENERAL (T.S.G.). OU CONTROLE
DES ENTREPRISES PUBLIQUES.

Le contrôle des entreprises publiques se fait, au moins en partie, de manière analogue à celui des entreprises de production proprement dites. Dans ce dernier cas, le contrôle se fait par l'observation de ce qui apparaît dans la formule de production $(f+c)+t$ par suite de l'enregistrement de la livraisons des produits et l'allocation de l'argent-travail. En cela, le contrôle s'effectue à partir de la production matérielle. Mais les produits livrés par les entreprises publiques vont gratuitement à la société, si bien que ces entreprises ne peuvent rien porter à leur crédit, que ce soit sur leurs livres de compte d'entreprise ou sur ceux de la comptabilité sociale. C'est pourquoi, dans ce cas, ni la quantité de produits, ni le temps de production social moyen, ni le processus de reproduction ne peuvent servir de facteur de contrôle. Les entreprises qui livrent leurs produits sans mesure économique à la consommation individuelle, ne peuvent être soumises au contrôle que d'une seule manière: par l'examen de la production matérielle. Il va de soi que l'on peut imaginer de nombreuses méthodes pour que ces entreprises soient contrôlées de sorte que le bien social soit administré avec le plus grand souci de l'économie. Mais il ne s'agit pas de concevoir des méthodes de contrôle qui s'attacheraient à préserver quelque intérêt particulier des entreprises, mais un contrôle qui, là où il s'applique, résulte du caractère social de la production.

Dans la période inaugurale du communisme, seules appartiendront aux groupe des entreprises publiques, des entreprises qui ne livrent aucun produit palpable. Citons par exemple: les conseils économiques et politiques, l'assistance médicale, l'enseignement, etc. Le développement ultérieur y amènera les transports des personnes et des biens qui deviendront gratuits et, dans un stade encore plus éloigné, on en viendra à la "consommation selon les besoins" de tous les produits palpables et mesurables. Mais par l'accomplissement de la révolution sociale il ne s'agit pas, au premier chef, de mettre en application le mot d'ordre "à chacun selon ses besoins", mais bien plutôt de réaliser l'administration autonome des entreprises, et la comptabilité de la production. Si la production est solidement effectuée selon ces deux principes, le problème d'aboutir à la consommation "libre" devient facile à résoudre.

Pour toutes les entreprises pour lesquelles le contrôle automatique ne peut se faire que d'une seule manière, d'autres contrôles pourront néam-

moins vraisemblablement être menés, par exemple par l'intermédiaire d'enquêtes conduisant à des comparaisons. Ainsi on comparera le nombre d'heures de travail absorbées par l'enseignement dans diverses communes, ou ce qu'à coûté en travail la construction d'un kilomètre de route dans telle et telle ville, etc. Si l'entreprise fournit un produit à partager socialement dont la quantité peut être mesurée (électricité), le temps de travail social moyen pourra encore servir de base au contrôle. Mais, cette fois, le contrôle ne sort pas automatiquement des résultats de la comptabilité sociale faite sur le plan, mais doit être recherché dans les livres des entreprises.

Comme autre moyen secondaire de contrôle des entreprises publiques, il y a encore le contrôle de la répartition des biens de consommation. Les consommateurs se répartissent les produits par l'intermédiaire de leurs coopératives: ils sont les "maîtres chez eux". C'est là que les souhaits individuels trouvent leur expression collective, et c'est pourquoi les consommateurs y sont capables de déterminer ce qui doit être réparti et en quelle quantité. L'organe d'exécution est une organisation d'entreprise qui entre dans la catégorie T.S.G. Elle dresse un budget pour ses besoins en $(f+c)+t$, et sait par là que son service ^{est} la répartition de X heures de travail.

Le contrôle se fait de nouveau sur la formule de production et dans une voie telle qu'il s'agit de savoir si l'organisation d'entreprise reste bien dans le cadre du budget, si les échéances particulières sont bien observées, si la formule de production avait été correctement calculée.

Le contrôle de la quantité de produits répartis est aussi très simple. Parce que justement tous les transferts de biens ont été enregistrés par la comptabilité générale et que les produits sont utilisés exactement selon leur temps de production. La comptabilité générale indique en effet exactement combien de produit (c'est-à-dire combien d'heures de travail) la coopérative de consommation a prélevé et combien de bons en heures de travail sont portés sur les livres.

Il y a toutefois des difficultés techniques parce que l'organisation de répartition doit tenir compte de ce qu'une partie du produit est perdue ou détruite. En pratique elle ne peut fournir autant de bons d'argent-travail que l'exige sa dette auprès de la comptabilité générale. Il y a un manque mais qui ne peut varier qu'à l'intérieur de limites connues facilement en pratique et qui, par conséquent, pourrait être aisément compensé par un prélèvement sur le budget de production de l'organisation de répartition. En principe, ces pertes de production inévitables ne généra^{ent} pas le contrôle de la répartition et la relation exacte entre producteur et produit n'en sera pas altérée.

Le contrôle de la production et de la répartition est ainsi complet. Chaque terme de la formule de production-reproduction est connu exactement.

et peut être examiné par toute la société. Le contrôle est réduit à sa forme la plus simple et la marche de l'économie devient transparente, si bien que la comptabilité publique permet à chaque membre de la société d'effectuer un contrôle direct.

Lorsque la production et la répartition se trouvent entre les mains des producteurs-consommateurs, le mouvement économique atteint sa plus haute synthèse idéale qui ne se réalise que par l'action conjuguée des forces de production et qui finalement n'est rien d'autre que cela. La société est alors devenue l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS LIBRES ET EGAUX, dont l'intelligence politique trouve sa plus haute expression dans le système des conseils, et l'intelligence économique dans la comptabilité sociale générale.

LE TEMPS DE TRAVAIL SOCIALEMENT NECESSAIRE ET LE TEMPS DE REPRODUCTION SOCIAL MOYEN.

(T.S.N. : temps socialement nécessaire

T.S.R.M.: temps de reproduction social moyen.)

Examinons de plus près la catégorie du temps socialement nécessaire. Nous remarquons d'abord que derrière ce concept se mêlent deux choses très différentes. Il y a d'une part la constatation que pour satisfaire un certain besoin social il faut un certain travail, et d'autre part le désir d'utiliser ce fait comme élément de calcul. C'est ce que souhaiterait Kautsky lorsqu'il envisage le T.S.N., c'est-à-dire le temps "contenu" dans un produit "depuis le tout début jusqu'à son achèvement, y compris le transport et tous les travaux annexes" et qui, selon lui, est impossible à estimer "même avec l'appareil statistique le plus complet, le plus formidable". Autrement dit, si une comptabilité fondée sur le T.S.N est théoriquement possible, elle est impossible à réaliser en pratique et Kautsky rejette cette catégorie pour servir au calcul économique.

Varga veut aussi envisager le T.S.N. du point de vue du calcul. Il voudrait même que ce caractère calculatoire apparaisse dans le nom même du concept. C'est pourquoi il parle de "prix de revient social" qu'il définit comme le "prix de revient majoré d'un supplément destiné à couvrir le coût d'entretien de ceux qui ne travaillent pas et d'un autre pour assurer une accumulation véritable." Varga lui-même souligne ce passage et affirme qu'il s'agit là de la "solution de principe".

Cette solution de principe peut a priori paraître séduisante. Si on veut introduire le "prix de revient social de Varga" dans la formule de production, on écrira:

$$(F + C) + T = T.S.G. + ACC.$$

où T.S.G. représente le travail social général et ACC l'accumulation.

On peut cependant être surpris de ce que Varga ne dise pas comment seront fixés les surplus, ni quelle sera leur valeur relative. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire d'examiner cette formule plus à fond. D'une manière générale, on peut remarquer que la conception de Varga se heurte aux mêmes difficultés que celle de Kautsky. Pour faire passer sous forme concrète la "formule du prix de revient social" il faudrait ce cerveau de géant que l'astronome Laplace disait seul être capable d'écrire la "formule de l'univers". En bon français, cela veut simplement dire que cette " formule du

prix de revient" est une absurdité complète. Il ne faut donc pas s'étonner de ce qu'en Hongrie, cette "solution de principe" ne put jamais entrer en pratique, cette dernière suivant un cours tout différent. C'est la politique des prix qui dut suppléer la théorie de la "formule du prix de revient" qui se montrait défailante. Ceci nous permet d'affirmer que la catégorie du "prix de revient social" dut être rejetée comme inutilisable.

On voit que les économistes ont voulu attribuer au concept de T.S.N. une portée trop large en y incluant les coûts généraux d'administration qui n'entrent pas dans la production (cf. K. Marx: Gloses marginales etc, p. 1418) C'est le cas de Varga. D'autres n'ont voulu retenir que le produit social final en ajoutant pêle-mêle tous les temps de production de centaines de produits. C'est ce que fait Kautsky. En fait la catégorie du T.S.N. sous ces formes ne peut être utilisée. Sans doute, tout travail effectué dans la production et la distribution est socialement nécessaire, et il doit être reproduit. La solution de ce problème ne peut donc être que la prise en charge de sa propre reproduction par chaque groupe de production lui-même, ce qui assure du même coup la reproduction de tout le T.S.N.

La catégorie du T.S.N. n'a donc de sens que par rapport au travail créateur de valeur d'usage mais ne peut servir dans la comptabilité. Il s'en suit que la reproduction du T.S.N. repose sur la reproduction de chaque acte de l'économie. Cette reproduction ne figure donc pas dans la catégorie du T.S.N. elle-même, mais apparaît dans le temps de reproduction social moyen de chaque acte de l'économie dans la catégorie correspondante. Ceci est réalisable par tous les "producteurs" au sens large. Ainsi le problème du T.S.N. se trouve résolu.

Temps de production et temps de reproduction.

Nous allons encore examiner pourquoi il vaut mieux parler de temps de reproduction que de temps de production. Nous verrons aussi jusqu'à quel point ces deux concepts se recouvrent et jusqu'à quel point ils diffèrent.

Revenons donc à nos considérations sur la manière dont chaque entreprise calcule le temps de production de ses ^{deux} produits, à l'aide de sa formule $(f+c)+t$, déterminant simultanément le nombre de travail qui se trouvent incluses dans chacun de ses produits. Puis nous avons montré comment le temps de production social moyen se calcule à partir de l'ensemble des entreprises réunies dans un groupe de production. Par la manière même dont il est calculé, ce temps sert à assurer la reproduction du groupe de production dans son entier, c'est pourquoi il vaut mieux l'appeler temps de reproduction social moyen, plutôt que temps de production social moyen. Ces deux temps se recou-

vment. Quant à la différence entre le temps de production de l'entreprise et le temps de reproduction social moyen, il en est tenu compte dans le facteur de productivité.

Le "vieillissement" des moyens de production.

Une loi non écrite des entreprises capitalistes est la nécessité de s'incorporer la productivité sociale moyenne, faute de quoi elles seraient rapidement exclues du marché. Elles doivent donc s'efforcer de maintenir les salaires des ouvriers au plus bas niveau possible et de se procurer les machines les plus productives. Voilà pourquoi, fréquemment, des machines encore tout à fait utilisables sont jetées à la ferraille. Encore un de ces gaspillages énormes du mode de production capitaliste! Vu sous l'angle économique, ce phénomène se traduit par le fait que toute entreprise dont les moyens de production sont dépassés, a un temps de production plus élevé que la moyenne sociale. On peut aussi remarquer que depuis la fondation des entreprises capitalistes, le temps de production social moyen de l'appareil de production a diminué; en un certain sens, il y a dévaluation de cet appareil.

Or la tâche consciente que doit accomplir la production communiste c'est de faire baisser continuellement le temps de production social moyen. Ceci conduit à une baisse générale du temps de reproduction. Exprimé en termes capitalistes, ceci veut dire: les moyens de production de l'entreprise individuelle deviennent "démodés". La seule question qui se pose c'est de déterminer comment il y sera répondu dans la société communiste.

Soit une entreprise qui a calculé 100.000 heures de travail pour ses moyens de production fixes et qui prévoit, qu'en dix ans, ils seront hors de service. Il lui faudra compter chaque année 10.000 heures dans ce qu'elle produit pour les renouveler. Mais si le temps de reproduction social moyen diminue, l'entreprise peut, lors de sa reproduction, soit se procurer davantage de machines, soit en utiliser de meilleures. Sa productivité se met à croître et il y a accumulation et extension de l'appareil de production, sans qu'il y ait à consommer davantage de travail.

La baisse du temps de reproduction social moyen des moyens de production conduit donc à une modification du temps de production de cette entreprise, donc de son facteur de productivité, puisque, finalement, il lui faudra prendre en compte le temps de reproduction social moyen. Mais le temps de production social moyen du groupe de production finira par s'égaliser au temps de reproduction social moyen, parce que les moyens de production circulent en flot ininterrompu à travers les entreprises. Aujourd'hui on renouvelle ou reconstruit telle ou telle partie, demain telle autre. La baisse du temps de reproduction social est ainsi continuellement répercutée sur le processus de production.

Le fondement du T.S.R.M. est l'heure de travail social moyenne. Cette catégorie a déjà une certaine signification en régime capitaliste. En effet, les différences individuelles ne peuvent s'exprimer dans la marchandise, car sur le marché, un produit est échangé contre de l'argent, c'est-à-dire contre une marchandise générale où s'anihilent toutes les différences individuelles. Dans le communisme, c'est le T.S.R.M. qui incorpore toutes les différences entre travail lent ou rapide, routinier ou créatif, spécialisé ou non-spécialisé, manuel ou intellectuel. Le T.S.R.M. est pourtant une chose qui en soi, en tant que particularité n'a pas d'existence. Il ressemble aux lois de la nature qui extraient le général de phénomènes particuliers et qui n'ont pas d'existence "en soi". L'heure de travail social moyenne qui n'a pas non plus d'existence "en soi", incorpore l'énorme variété de l'échange matériel social.